



À LA COLÈRE QUI VIENT



FACE À L'ÉVEIL DES PEUPLES

Russie 1917, Allemagne 1989, Etats-Unis 2009 : partout un même ferment social de femmes et d'hommes exigeant la justice avec une colère qui balaye toutes les prévisions. C'est ce que Rosa Luxemburg a appelé un moment de grève de masse, lorsque les exploités montent sur la scène de l'histoire et disent : « **Nous sommes le peuple.** » Dans tous ces cas, il s'agit d'êtres humains dont l'exigence s'élève à l'essentiel : manger, un toit, un emploi digne, la santé, la liberté, l'éducation – bref, le respect de la vie. Nous en serons bientôt là en Europe car la même vague de destruction économique et sociale engendrera un même soulèvement. Alors, si on n'y répond pas, ou pas mieux qu'en 1917 ou en 1989, le sommeil de la raison engendrera de nouveaux monstres. C'est notre première responsabilité d'y répondre. Personne ne le fera à notre place. Il suffit de regarder le triste spectacle de notre vie politique : les pompiers se battent entre eux pendant que la maison brûle.

Ce tract est donc **un appel à la mobilisation.** Il y a urgence, car la désintégration économique, sociale et culturelle de notre société deviendra irréversible si rien n'est fait pour arrêter sa dynamique. **Ce n'est pas telle ou telle injustice qui est au cœur du problème, mais toute la logique d'un ordre de domination financière qui détruit la vie.** Les G20 de Londres ou de Pittsburgh n'ont pas remis en cause cette logique. L'émission de monnaie, pratiquement sans contrôle, par les banques et les compagnies d'assurance, associée à un libre-échange qui n'est que la loi du plus fort, est destructrice de la production et de la consommation.

Nicolas Sarkozy a menti lorsqu'il a déclaré à la télévision : « Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini. » **Tout continue comme avant, en pire,** à partir de « plateformes alternatives » encore plus opaques, où l'on échange de tout sans contrôle, avec la complicité active de l'Union européenne (directive MIF, du 1^{er} novembre 2007). Incapables d'assurer un avenir, **les conglomérats d'intérêts financiers, qui constituent un Empire opérant depuis la City de**

Londres et Wall Street, visent à détruire toute résistance, celle des Etats-nations comme celle des êtres humains. Leur but ultime, puisqu'ils ne peuvent en assurer le développement, est de réduire la population mondiale en éliminant les « moins aptes », que ce soit par des guerres technologiques contre les faibles ou par la restriction des soins médicaux, comme en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et bientôt chez nous si nous ne sortons pas de leur système. L'euthanasie, l'eugénisme et la sélection des malades sont déjà de retour. Des responsables britanniques et américains défendent ces choix sans s'en cacher, comme Jonathan Porritt, conseiller de Gordon Brown, ou Ezekiel Emanuel, conseiller de Barack Obama.

Heureusement, face à l'échéance de l'année fiscale américaine, qui va mettre les plaies à vif et menacer d'effondrement toute la pyramide spéculative, **une chance nous est offerte.** Nous devons la saisir, aux Etats-Unis comme en Europe. En nous battant pour un nouvel ordre international fondé sur du crédit productif public en faveur de toute l'économie.

Il ne s'agit pas d'une « mesure technique ». Il s'agit de la question politique fondamentale : bloquer, par une mobilisation populaire, l'émission de capital fictif créé par les banques, cet argent sans foi ni loi fondé sur une escroquerie mondiale. En le remplaçant par **de l'argent émis sous contrôle de l'Etat pour l'équipement de l'homme et de la**

nature, pour le bien commun et les générations à naître, pour des choses à créer, pas des possessions à exploiter. Investir sur 25 à 50 ans, pour permettre l'accroissement de la population humaine, sans lequel l'histoire de l'humanité ne pourrait continuer. C'est à la fois une question de densité technologique (production d'énergie et de produits avec une densité plus élevée par km² et par tête) et d'élargissement de l'espace sur Terre et au-delà. A-t-on remarqué que, depuis les premiers pas de l'homme sur la Lune, la baisse relative de la production physique de biens utiles et le renoncement à toute politique spatiale digne de ce nom vont de pair ? Il faut à l'être humain un grand dessein, un « au-delà ». Réduits à la gestion et à la possession, nous devenons des animaux domestiqués et cupides, c'est-à-dire sans avenir.

« **NOUS PROPOSONS ICI
UNE RUPTURE AVEC LA RÈGLE
DU JEU QUI RÈGNE DEPUIS
QUE LA DROITE A TRAH
L'ESPRIT DU GAULLISME
ET LA GAUCHE
L'HÉRITAGE DE JAURÈS** »



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

Solidarité & Progrès / BP 27 - 92114 Clichy cedex / Ile-de-France 01 76 69 14 70 Fax 01 47 39 05 80

Rhône-Alpes 04 26 23 08 40 / Bretagne 02 56 51 82 13 / Sud-Ouest 06 81 59 46 11

Alors que la maison brûle, les chefs de clan et de caste qui gouvernent ou ont gouverné se disputent le pouvoir avec des méthodes de basse police. Pendant ce temps, **les Pébereau, les Pérol et les Pigasse assument le pouvoir de fait** en relayant la « politique des marchés ». Face à eux, exigeons d'abord de nous-mêmes cette « plus haute tenue intellectuelle et morale » à laquelle Jean Jaurès appelait le 11 avril 1914, sentant venir la boucherie que l'Europe d'alors s'infligea. C'est forts de cet engagement que **nous traçons ici les pistes d'un projet servant le bien commun et les générations à naître**. Elargir l'horizon est la porte de sortie de la petitesse et de la médiocrité, nos ennemis intimes.

Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve, pourvu que chacun d'entre nous inspire à autrui, dans le combat politique, le meilleur de ce qu'il porte en lui-même. Ce n'est pas une utopie. C'est ce que font nos amis partout dans le monde, en particulier aux États-Unis, avec l'inspiration politique de Lyndon LaRouche, là où se trouve l'enjeu décisif.

Comme l'avait compris Rosa Luxemburg, une grève de masse éclate lorsque l'oppression devient hypocrite et insupportable, lorsque le peuple ne veut plus qu'on lui prêche l'austérité au nom de la solidarité. Nous y sommes aux États-Unis. Demain ce sera chez nous. C'est le moment d'éveiller, d'éclairer, de faire penser et d'agir.

POUR SORTIR DU PIÈGE

Les Français savent que les racines de la crise sont toujours là et que les mesures prises depuis un an par la majorité de droite n'ont apporté aucun changement. Cependant, ils pensent aussi que l'opposition ne ferait pas mieux. Nous proposons ici une rupture avec la règle du jeu qui règne depuis quarante ans, c'est-à-dire depuis que la droite a trahi l'esprit du gaullisme et la gauche l'héritage de Jaurès.

1 Un système de crédit public contre le monétarisme

L'Etat doit pouvoir émettre du crédit pour lancer de grands projets d'équipement, arrêter le chômage et créer de toute urgence des emplois sans s'endetter par l'emprunt. Pour cela, il faut :

- rompre avec les conditions de Maastricht (article 104) et les autres traités européens qui l'interdisent ;
- abroger la loi Pompidou-Giscard du 3 janvier 1973 ;
- rétablir une banque nationale sous contrôle citoyen ;
- séparer banques d'affaires et banques de dépôt. C'est la procédure Glass-Steagall pour protéger l'épargne des déposants en empêchant les spéculateurs de jouer avec ;
- établir une commission d'enquête parlementaire dotée de réels pouvoirs d'instruction, à l'image de la Commission Pecora de Franklin Roosevelt, pour juger les banquiers, permettre à chacun de connaître le dessous des cartes et créer ainsi une base populaire de soutien à un changement politique.

2 Un Nouveau Bretton Woods

La France ne peut agir seule mais doit devenir le catalyseur d'un nouvel ordre international qui aura pour piliers :

- le crédit productif public organisé par des accords entre Etats, à long terme et faible taux d'intérêt, pour équiper l'homme et la nature ;
- la banqueroute organisée des établissements financiers spéculateurs pour dégager le terrain ;
- l'élimination de la bulle des produits dérivés ;
- le rétablissement de la parité fixe entre monnaies ;
- un protectionnisme intelligent contre les pratiques de dumping financier.

3 Une politique de service public et de technologies de pointe

- priorité absolue des fonds publics en faveur de l'équipement de l'homme : santé, éducation et recherche ;
- équiper la nature avec les modes de production de biens et d'énergie les plus denses par km² et par être humain, comme les réacteurs à haute température et la fusion ;
- rejeter l'obscurantisme « vert » reposant sur l'illusion d'un retour au passé qui sert l'Empire financier de la City et de Wall Street.

4 Espace et Tiers monde

Deux impératifs : le développement rapide du Tiers monde, rendant justice à l'Afrique, et une politique spatiale digne de ce nom. Ensemble, ces deux objectifs définissent un horizon sans lequel les êtres humains se limitent à la possession et à la gestion égoïste, c'est-à-dire sombrent dans l'inhumanité. L'espace doit devenir notre dimension, à la fois à travers la découverte d'exoplanètes et par la colonisation de la Lune et de Mars. Connaissant l'histoire d'autres planètes, nous connaissons mieux la nôtre, comme c'est en connaissant d'autres cultures que nous nous connaissons mieux nous-mêmes.

5 Doubler la production agricole mondiale pour nourrir toute l'humanité

Dans chaque pays, les agriculteurs doivent produire d'abord des cultures vivrières pour leur population et non des cultures d'exportation. Il faut arrêter la dépendance des prix par rapport aux spéculations des « marchés internationaux » et rétablir un juste prix pour les producteurs et les consommateurs.

6 Arrêter le césarisme

Dans ce contexte, le principe du « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » doit être rétabli, contre le pouvoir de fait d'un seul homme avec sa nomenclatura et ses réseaux. C'est en rétablissant les principes du Préambule de notre Constitution, en imposant la séparation des pouvoirs et en redonnant la parole à ceux qui l'ont perdue que nous créerons les conditions pour « ouvrir le jeu » et mettre en œuvre ce projet.

VOUS AVEZ LU CE TRACT. MONTEZ MAINTENANT SUR LA SCÈNE EN NOUS ÉCRIVANT, EN NOUS TÉLÉPHONANT OU EN NOUS ADRESSANT UN COURRIEL (info@solidariteetprogres.org)

Pour être contacté, remplissez et renvoyez-nous ce coupon (adresse au recto)					
Mme Mlle M			Prénom		
Adresse					
CP			Ville	Courriel	
Téléphone fixe			Mobile		